

NOTE D'INFORMATION

LES NATIONS UNIES ALERTENT SUR LE DRAME HUMANITAIRE A BATANGAFO SUITE AUX AFFRONTEMENTS ENTRE GROUPES ARMES

Bangui, 07 novembre 2018 – La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire, Najat Rochdi, a dénoncé mercredi le drame humanitaire « inacceptable » qui sévit actuellement à Batangafo, préfecture de l'Ouham (nord-ouest de la République centrafricaine), où les 30.000 déplacés ont tout perdu suite aux violences et pillages. Des affrontements ont éclaté le 31 octobre 2018 à Batangafo entre des anti-Balakas et des ex-Seleka du FPRC/MPC suite à des incidents isolés opposant des éléments des deux camps.

« Le niveau de désolation est inacceptable. Pourquoi faire ça ? », s'est interrogée Najat Rochdi, qui s'était rendue dans cette localité le 4 novembre, en compagnie du PAM, de l'OMS, du HCR, de l'UNICEF et d'OCHA. « J'ai été témoin de la situation d'urgence créée par ces attaques. L'incendie a détruit plus de 5.100 abris ainsi que le marché et a causé un déplacement d'approximativement 30.000 personnes vers l'hôpital, l'orphelinat de Bercaïl, les zones périphériques et dans la brousse », a-t-elle ajouté, lors de la conférence hebdomadaire de la MINUSCA.

La Représentante spéciale adjointe, Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire a indiqué que malgré les besoins énormes et multisectoriels, la distribution de l'aide a commencé notamment des médicaments et des aliments, tout en rendant hommage aux acteurs humanitaires qui sont restés à Batangafo « malgré les pressions ». « On ne va pas abandonner », a-t-elle renchéri.

Concernant les violences, la Représentante spéciale adjointe a indiqué que la MINUSCA a envoyé des renforts à Batangafo, qui sont « indispensables pour la protection des populations civiles ». Dans le même temps, elle s'est interrogée sur l'accord local de paix signé entre ex-Selekas et anti-Balakas mais qui sont impliqués dans ces violences. « Il est devenu quoi cet accord entre les groupes armés, ces mêmes groupes armés qui ont attaqué. Il faut leur demander des comptes. On ne peut pas dire, d'un côté, qu'on s'engage dans le processus de

dialogue et de paix et, de l'autre côté, attaquer la population », a martelé la Représentante spéciale adjointe.

Pour sa part, le porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro, a indiqué qu'en plus de Batangafo, où des soldats de la paix ont été envoyés, la MINUSCA poursuit les patrouilles à Bambari, malgré les tirs par les ex-Seleka de l'UPC. Il a rappelé que les casques bleus ne visent aucun civil ni aucune communauté en particulier contrairement aux manipulations des ex-Seleka. Le porte-parole a également fait une mise au point, soulignant qu'aucun Etat membre n'a fait pression pour le retrait de la MINUSCA, qui bénéficie du plein soutien du Conseil de sécurité.